

Par e-mail : zz@bj.admin.ch

Berne, le 30 mai 2023

Consultation : Modification du code civil suisse (Protection de l'adulte)

Madame, Monsieur,

Vous avez invité notre parti à prendre position sur le projet de consultation visé en titre. Nous vous remercions de nous offrir l'opportunité de nous exprimer à ce sujet.

À la suite du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte entré en vigueur en 2013, certains points doivent encore faire l'objet d'améliorations et ont été à l'origine de plusieurs interventions parlementaires. L'avant-projet cherche ainsi à renforcer l'autodétermination des personnes touchées par une incapacité de discernement et la solidarité familiale en permettant une plus grande implication des proches.

Soutien au projet

Le Centre estime que le projet mis en consultation va dans la bonne direction. La modification présentée donne une place importante au principe de subsidiarité, ce que Le Centre apprécie tout particulièrement. La solidarité dans la famille et entre les conjoints est ainsi renforcée et l'Etat, ici l'APEA, joue un rôle plus limité et plus auxiliaire. Une meilleure association des proches à l'établissement des faits et à davantage de droits dans la procédure est également à saluer.

Pour un renforcement des droits à l'autodétermination

L'un des points forts apporté par l'avant-projet est le renforcement des droits à l'autodétermination pour les adultes par la possibilité de déposer un mandat en donnant des instructions dans l'éventualité d'une incapacité de discernement. Possible seulement dans la moitié des cantons pour l'heure, il est judicieux de développer cette pratique sur l'ensemble du territoire suisse et de l'encourager davantage. Les personnes qui effectuent cette démarche sont encore peu nombreuses, seulement 48% de la population a connaissance de l'existence du mandat pour cause d'inaptitude et seulement 12% en a constitué un. Des mesures annexes de communication seraient donc à envisager.

Vers une plus grande intégration des proches

En ce qui concerne l'extension du pouvoir légal de représentation, Le Centre la considère comme globalement positive. Le Centre soutient une définition de la notion de proches sur le plan légal et une plus grande intégration de ceux-ci dans l'assistance apportée aux personnes incapable de discernement. Une approche selon la relation concrète plutôt que selon la relation formelle représente également une évolution positive, ce d'autant que la condition de l'aptitude à protéger les intérêts de la personne incapable de discernement doit encore être respectée. Le Centre soutient une plus grande intégration des proches dans la procédure, sans pour autant qu'ils revêtent la qualité de partie. Il approuve aussi une meilleure association des proches dans l'établissement des faits ainsi que l'obligation pour l'APEA de motiver une décision de non-association d'un proche.

Accorder des allègements aux curateurs

Les allègements prévus pour les proches nommés curateurs suite aux deux initiatives parlementaires déposées par l'ancien conseiller national Karl Vogler sont également des améliorations importantes. Un accompagnement comme curateur peut déjà être passablement chronophage et exigeant, certains allègements comme une suppression de l'obligation d'établir des rapports ou de présenter des comptes doivent donc pouvoir être envisagés.

Pour une extension de l'obligation d'aviser

Le Centre est pour étendre l'obligation d'aviser à d'autres cercles qui côtoient régulièrement des personnes âgées sur le plan professionnel, afin de renforcer la protection de celles-ci encore trop souvent victimes de maltraitances. En effet, d'après le rapport du Conseil fédéral de 2020, entre 300'000 et 500'000 personnes âgées de plus de 60 ans en seraient victimes de ce genre d'agissements. Comme l'a démontré le rapport répondant au postulat de la conseillère nationale Ida Glanzmann, un travail important de prévention et de lutte contre la maltraitance des aînés est encore nécessaire et l'obligation d'aviser participe à cette action. Le concept de maltraitance devra néanmoins être défini avec précision afin d'être applicable dans la pratique.

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de prendre position et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures,

Le Centre

Sig. Gerhard Pfister
Président Le Centre Suisse

Sig. Gianna Luzio
Secrétaire générale Le Centre Suisse

FDP.Die Liberalen, Postfach, 3001 Bern

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EJPD

Bern, 05. Juni 2023
ZGB_Erwachsenenschutz / MZ

Elektronischer Versand: zz@bj.admin.ch

Erwachsenenschutzrecht – Änderung des ZGB Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung oben genannter Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

Die vorliegende Vorlage setzt das Begehren von verschiedenen parlamentarischen Vorstössen um und nimmt eine Nachjustierung des Bundesrechts aufgrund der ersten Erfahrungswerte im neunten Kindes- und Erwachsenenschutzrecht vor. FDP.Die Liberalen begrüsst im Grundsatz die Vorlage, schlägt punktuelle Anpassungen vor und hält fest, dass die neuen Änderungen stets das Interesse der Betroffenen berücksichtigen müssen und dass bei staatlichen Eingriffen stets die Grundsätze der Subsidiarität und Verhältnismässigkeit zu wahren sind.

1 Gesetzliche Vertretungsrecht

Die Stärkung der Solidarität in der Familie erfolgt einerseits durch die punktuelle Erweiterung der gesetzlichen Vertretungsrechte und andererseits durch die besondere Berücksichtigung nahestehender Personen. Mittels der neuen Gleichbehandlung der faktischen Lebensgemeinschaften und der Ehe im Vertretungsrecht wird das bestehende Vertrauensverhältnis und die gelebte Beziehung ins Zentrum gestellt. Dies ist ganz im Sinne der FDP, der liberale und selbstbestimmte Lebensgemeinschaftsformen ein Anliegen sind.

2 Beistandschaften

Zudem sollen die KESB in Zukunft generell prüfen, ob nahestehende Personen oder andere private Personen als Beistandspersonen eingesetzt werden können, denn der erhöhte Einsatz von professionellen Beiständen schwächt die Solidarität der Familie und erzeugt unnötige externe Kosten. Vermehrte private Beistände hingegen tragen der demographischen Entwicklung der Bevölkerung und dem daraus folgenden höheren Bedarf an Beistandschaften Rechnung. Die Forderung von vermehrten Einsätzen der privaten Beistände stellt die FDP primär im Erwachsenenschutz, denn die Fälle im Kinderschutz erlauben es aufgrund der familiären Problemlage meistens nicht, eine nahestehende Person beizuziehen.

3 Hinterlegung Vorsorgeauftrag

Des Weiteren soll neu eine gesetzliche Regelung geschaffen werden, welche die Hinterlegung von Vorsorgeaufträgen bei einer kantonalen Amtsstelle ermöglicht. Diese Regelung hat sich bei letztwilligen

Verfügungen bereits bewährt und soll hier adaptiert werden. NR Dobler hat diese Ungleichbehandlung in seinem Vorstoss [19.4072](#) bereits adressiert. Die Motion wurde in beiden Räten ohne Gegenantrag angenommen. Hohe Rechtssicherheit und Selbstbestimmung ist der FDP ein wichtiges Anliegen. Vorliegend kann ohne grossen Aufwand Rechtssicherheit geschaffen werden und zugleich entstehen keine zusätzlichen Kosten dank der Anwendung bestehender Infrastrukturen. Folgerichtig wird auch die Erkundigungspflicht der KESB auf die zuständigen Aufbewahrungsstellen erweitert. Ausserdem fordert die FDP eine Analyse der Anzahl kantonsübergreifender Fälle, um die Notwendigkeit eines nationalen Registers zu prüfen. Ein solches Register soll, soweit es die Formerfordernisse zulassen, digital geführt werden, damit den bürokratischen Kosten Einhalt gebieten werden kann.

4 Weitere Änderungen

Daneben soll das geltende Recht durch eine Neuregelung der Melderechte und -pflichten im Erwachsenenschutz verbessert werden. Die Neuregelung trägt massgeblich zur Prävention und Bekämpfung von Gewalt und Vernachlässigung im Alter bei und erscheint uns sinnvoll. Die örtliche Zuständigkeit von KESB und Gerichten im Bereich der fürsorglichen Unterbringung ist ebenfalls gesetzlich neu zu regeln. Dem Parlament werden Präzisierungen der Regelungen betreffend Mitteilung und Auskunft über Erwachsenenschutzmassnahmen vorgeschlagen.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse

FDP.Die Liberalen

Der Präsident



Thierry Burkart
Ständerat

Der Generalsekretär



Jon Fanzun



Les VERT-E-S suisses

Bettina Beer
Waisenhausplatz 21
3011 Berne

bettina.beer@gruene.ch
031 511 93 21

Département fédéral de justice et police
Palais Fédéral Ouest
3003 Berne

par e-mail à : zz@bj.admin.ch

Berne, le 31 mai 2023

Consultation sur la modification du code civil suisse (Protection de l'adulte)

Mesdames, Messieurs,

Les VERT-E-S vous remercient d'avoir été sollicités pour la consultation sur la modification du code civil suisse concernant la protection de l'adulte.

Appréciation générale

Les VERT-E-S approuvent la visée générale des modifications soumises à consultation, celles-ci ayant pour but la consolidation du droit à l'autodétermination et à renforcer la solidarité familiale en améliorant l'implication des proches. Il est en effet capital que les bases légales sur la protection de l'adulte garantissent la participation de la personne en situation d'incapacité de discernement dans les décisions la concernant. Les VERT-E-S saluent l'élargissement du cercle des personnes considérées comme des proches au-delà de la parenté au premier degré et des personnes mariées ou vivant en partenariat enregistré.

Appréciation détaillée

Art. 361a : L'instauration par tous les cantons d'une autorité chargée de recevoir le dépôt des mandats pour cause d'inaptitude semble être la meilleure solution, en l'état, pour garantir que ceux-ci puissent être rapidement retrouvés le cas échéant. Idéalement, tous ces mandats seraient inscrits dans le registre Infostar. À cet effet il pourrait s'avérer judicieux d'intégrer ce type d'information dans la documentation à disposition des personnes qui pourraient être concernées par la rédaction d'un mandat d'inaptitude.

Art. 374, al.1 : Il est indispensable que le pouvoir légal de représentation soit étendu à la personne menant de fait une vie de couple avec la personne concernée et que la vie de couple de fait ne soit pas défini. En effet, les relations de couples ont beaucoup évolué au cours des dernières décennies et cette tendance continuera. Ainsi il serait par exemple inapproprié de limiter la vie de couple à une relation de couple vécue en ménage commun.

Art. 378, a.1, ch. 8 : L'élargissement de la liste de personnes habilitées à représenter la personne incapable de discernement prend en compte la complexité actuelle des situations familiales.

Art. 389a, al. 1 : La définition des proches données dans cet alinéa est à la fois assez précise et assez souple pour pouvoir prendre en compte tout type de relation entre la personne concernée et son entourage. Il s'agira toutefois de préciser cette définition dans un document à élaborer à l'intention des APEA, idéalement par la COPMA, ceci afin de garantir l'égalité de traitement entre les APEA et l'impartialité dans l'identification d'une personne comme un proche de la personne incapable de discernement.

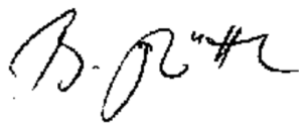
Art. 400, al 1bis : Que l'APEA soit obligée d'examiner la possibilité de mobiliser un proche est une mesure souhaitable.

Art. 443a : L'énumération des personnes ayant l'obligation d'aviser l'autorité apporte une clarté juridique aux professionnels concernés et les encouragera à s'y soumettre.

Art. 443a, al. 3 : Que le droit cantonal puisse prévoir d'autres obligations d'aviser l'autorité mène déjà aujourd'hui à des situations complexes, en particulier quand le canton dans lequel réside la personne ayant besoin d'aide ne correspond pas au canton dans lequel les catégories de personnes mentionnées à l'al. 1, ch. 1-2 exercent. Une harmonisation serait la bienvenue.

Nous vous remercions d'avance de bien vouloir prendre en compte notre prise de position.

Meilleures salutations



Balthasar Glättli
Président



Bettina Beer
Secrétaire politique

Bern, 31. Mai 2023

Eidegnössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD



zz@bj.admin.ch

Vernehmlassung zur Änderung des Zivilgesetzbuches (Erwachsenenschutz)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme, die wir gerne wie folgt wahrnehmen:

1 Allgemeine Bemerkungen

Die SP Schweiz unterstützt die vorliegende Vorlage im Grundsatz. Insbesondere die darin enthaltene Förderung des Selbstbestimmungsrechts in Form der eigenen Vorsorge wird begrüsst. Unserer Ansicht nach wird mit der vorliegenden Vorlage ein Ausgleich zwischen der Stärkung des Selbstbestimmungsrechts sowie der Garantie der genügenden Sicherheit von Personen, welche von einer Kindes- oder Erwachsenenschutzmassnahme betroffen sind, sichergestellt. Diesbezüglich als wichtig und richtig wird die Beibehaltung der Validierung von Vorsorgeaufträgen gesehen (siehe dazu Ziff. 2.2.4. des erläuternden Berichts). Auch die Erweiterung des gesetzlichen Vertretungsrechts auf Lebenspartner:innen (siehe dazu Ziff. 2.3.2 des erläuternden Bericht) sowie die Schaffung einer Legaldefinition des Begriffs «nahestehende Personen» (Art. 389a VE-ZGB) wird begrüsst. Zudem ist die Ausweitung der Meldepflichten auf Personengruppen, welche berufsmässig regelmässig Kontakt zu älteren Personen haben, vor allem unter Anbetracht des 2020 vom Bundesrat verabschiedeten Berichts «Gewalt im Alter verhindern»¹ von Bedeutung.² Schliesslich wird mit der vorliegenden Vorlage durch die Präzisierung gewisser Aspekte (wie z.B. der örtlichen Zuständigkeit der Gerichte, siehe Ziff. 2.5.2 des erläuternden Berichts) die Rechtssicherheit gestärkt.

Nachfolgend soll sodann auf einige Punkte eingegangen und unsere Einschätzung sowie Änderungsvorschläge dazu eingebracht werden.

¹ Bundesamt für Sozialversicherungen, Gewalt im Alter verhindern, <https://www.bsv.admin.ch/bsv/de/home/sozialpolitische-themen/alters-und-generationenpolitik/gewalt-im-alter.html>

² Siehe dazu insbesondere Ziff. 2.1.5 des erläuternden Berichts.

2 Kommentare zu einzelnen Punkten

2.1 Empfehlungen des UNO-Behindertenrechtsausschusses

Fragwürdig ist aus Sicht der SP Schweiz warum nicht vermehrt auf die Empfehlungen des UN-Behindertenrechtsausschusses eingegangen wird (siehe dazu Ziffer 2.7 des erläuternden Berichts).³ Es ist zwar zu begrüßen, dass diese in die behindertenpolitischen Massnahmen des Bundesrates für die Jahre 2023-2026 fliessen. Es hätte sich jedoch vermutungsweise anboten, einige Anpassungen in die vorliegende Vorlage miteinzubeziehen oder subsidiär vertieft darauf einzugehen, warum darauf verzichtet wurde.

2.2 Aushändigen einer Urkunde nach Art. 376 Abs. 2 Ziff. 1 VE-ZGB

Wie in Ziff. 2.3.4 des erläuternden Berichts ausgeführt, kann die KESB angegangen werden, sobald für Aussenstehende nicht klar ersichtlich ist, dass ein Vertretungsrecht gegeben ist. Dies hat in der Praxis dazu geführt, dass Banken, Steuerämter, AHV/IV-Stellen standardmässig (v.a. aus Haftungsgründen) einen offiziellen Beleg des Vertretungsrechts verlangen. Um dies zu verhindern, soll nun die Schwelle für das Einschreiten der Behörde angehoben werden. Sodann soll die Behörde neu nur dann einschreiten, wenn die Interessen der urteilsunfähigen Person gefährdet oder nicht mehr gewahrt sind. Diese Lösung erscheint auf den ersten Blick sinnvoll. Nach Ansicht der SP Schweiz bereitet die praktische Umsetzung im Bezug auf den Beleg jedoch Schwierigkeiten. Dies insbesondere deshalb, da die betroffenen Ämter und Banken explizit festhielten, dass sie aus Haftungsgründen nicht ohne Beleg handeln. Es ist somit unklar, ob die neue Schwelle für das Einschreiten der Behörden dazu führen wird, dass Ämter und Banken sowie weitere Stellen in Zukunft auf die Einholung eines Belegs verzichten.

Folglich beantragt die SP Schweiz, dass sichergestellt werden muss, dass **diese höhere Eintretensschwelle sowie deren Zweck im Bezug auf die Ausstellung von Belegen den betreffenden Ämtern und Unternehmen mitgeteilt wird**. Zudem sollte Ihnen erläutert werden, wann davon ausgegangen werden kann, dass **ein gesetzliches Vertretungsrecht vorliegt** und somit kein Beleg des Vertretungsrecht verlangt werden muss. Nur so kann vermieden werden, dass systematisch ein Beleg des Vertretungsrechts verlangt wird.

2.3 Auskunftserteilung nach Art. 451 Abs. 2 VE-ZGB

Für den Schutz der Persönlichkeit der von Erwachsenenschutzmassnahmen betroffenen Personen ist es für uns von entscheidender Bedeutung, dass die zuständigen Behörden entsprechende Auskünfte an Dritte nur dann erteilen, wenn diese ein berechtigtes Interesse daran haben und somit entsprechende sensible Auskünfte nicht zu leicht zugänglich werden.

Folglich beantragt die SP Schweiz eine **Präzisierung in restriktivem Sinne des Begriffs des glaubhaften Interesses** gemäss Art. 451 Abs. 2 VE-ZGB.

³ Bundesrat, Empfehlungen der UNO für die Umsetzung der Behindertenrechtskonvention, <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-88642.html>.

Wir bitten Sie somit um Kenntnisnahme unserer Stellungnahme.

Mit freundlichen Grüßen

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ



Mattea Meyer
Co-Präsidentin



Cédric Wermuth
Co-Präsident



Jessica Gauch
Politische Fachreferentin



Eidgenössisches Justiz- und Poli-
zeidepartement EJPD
3003 Bern

Elektronisch an:
zz@bj.admin.ch

Bern, 31. Mai 2023

Änderung des Zivilgesetzbuches (Erwachsenenschutz)

Antwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)

Sehr geehrte Damen und Herren

Die vorliegende «Revision» passt das Kindes- und Erwachsenenschutzrecht punktuell an, ohne dieses neu auszurichten. Im Zentrum stehen Neuregelungen betreffend das Institut des Vorsorgeauftrags, eine Erweiterung der gesetzlichen Vertretungsrechte sowie die Neuregelung der Melderechte- und Meldepflichten.

Aus Sicht der SVP ist die Vorlage Stand heute grundlegend zu überarbeiten. Sie löst das wesentliche Problem nicht, dass die bürokratische Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) häufig in unangemessener Art und Weise interveniert und die Kommunikation regelmässig mangelhaft und nicht einfühlsam ist. Aus Sicht der SVP braucht es eine grundlegende Neuregelung des Kindes- und Erwachsenenschutzrechts bzw. der als «Sozialindustrie» ausgestalteten KESB. Die Vorlage genügt diesem dringenden Anspruch in keiner Weise.

Keine Behörde hat so viel Macht wie die KESB und es kann jeden von uns jederzeit treffen: Wegen eines Unfalls, einer Krankheit, einer vermeintlichen oder effektiv beginnenden Demenz, oder auch nach einer Gefährdungsmeldung, kann die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde über die Betroffenen verfügen. Jeder kann anonym und kostenlos eine Gefährdungsmeldung gegen jemanden einreichen und die KESB muss aktiv werden. Als Konsequenz kann die KESB einen fremden Berufsbeistand einsetzen, der zusammen mit der KESB über die betroffene Person, den jeweiligen Aufenthaltsort, das Vermögen, das Haus, die Wohnung oder sogar über eine Familienunternehmung bestimmen und verfügen kann. Deshalb braucht es aus Sicht der SVP eigentlich eine grundlegende Revision des Kindes- und Erwachsenenschutzrechts, denn die Fehlerquote der alten Vormundschaftsbehörde hat bei 3 Prozent gelegen, die der KESB beträgt 18 bis 20 Prozent.

Aus Sicht der SVP ist es zwar begrüßenswert, dass die Grundsätze der Subsidiarität und der Verhältnismässigkeit weiter gestärkt werden sollen; wir teilen diese Zielsetzung und stimmen der ausdrücklichen Verankerung des Grundsatzes der «Subsidiarität» mittels Art. 389 Abs. 1 Entwurf grundsätzlich zu. Ebenfalls der beabsichtigten Förderung des Selbstbestimmungsrechts in Form der eigenen Vorsorge kann im Grundsatz zugestimmt werden. Dass neu Vorsorgeaufträge bei einer Amtsstelle hinterlegt werden können, fördert grundsätzlich die Selbstbestimmung, jedoch ist die einhergehende Validierung durch die KESB unbedingt aus der Vorlage zu streichen.

Weiter will die vorliegende Revision die Forderung berücksichtigen, dass den gesetzlichen Vertretern von hilfsbedürftigen Personen mehr Rechte einzuräumen sind, um damit die Intervention der Erwachsenenschutzbehörde zugunsten der innerfamiliären Solidarität zu beschränken. So soll der Kreis der gesetzlichen Vertreter auf faktische Lebenspartner ausgedehnt und ihre Vertretungsrechte gestärkt werden. Dies insbesondere mit der gesetzlichen Neudefinition des Begriffs der nahestehenden Person. So sollen Behörden in Zukunft stets prüfen, ob eine nahestehende Person vorhanden ist, welche als Beistand eingesetzt werden könnte. Aus Sicht der SVP stimmt die Stossrichtung.

Weiter will die Vorlage eine Revision der Melderechte und -pflichten vorschlagen sowie insbesondere den Rechtsschutz hilfsbedürftiger Personen verbessern. Dies indem Anpassungen der Regelung im Bereich des Beschwerdeverfahrens bei der fürsorgerischen Unterbringung vorgenommen werden (Umsetzung der Mo. 19.4586 Lukas Reimann, ...«Kompetenzkonflikte dürfen den Rechtsschutz nicht ausschalten»). Die SVP stimmt der Umsetzung der Mo. 19.4586 zu.

Schlussendlich will die Vorlage eine gesetzliche Grundlage für schweizweite Statistiken zum Kindes- und Erwachsenenschutz schaffen (Umsetzung der Mo. 21.4634 Martina Bircher). Aus Sicht der SVP ist diese gesetzliche Grundlage notwendig, um überhaupt eine aussagekräftige Auswertung vornehmen zu können.

Die homöopathisch anmutenden Anpassungen vermögen tatsächlich in die richtige Richtung zu gehen, genügen aber keinesfalls, um die als «Sozialindustrie» ausgestaltete KESB zugunsten einer angemessenen Vormundschaftsbehörde zurückzubinden. Die Vorlage ist nun insbesondere dahingehend enttäuschend, dass unter dem Titel einer «Revision des Erwachsenenschutzrechts» unsere Erwartung keinesfalls erfüllt wurden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Parteipräsident



Marco Chiesa
Ständerat

Der Generalsekretär



Peter Keller
Nationalrat